

Déclaration Liminaire du CTL du 19 juin 2020

Le président s'est exprimé dimanche soir dernier. Pour la CGT cette allocution fut au final un satisfecit de l'action du gouvernement pendant la crise, et force est de constater qu'aucune leçon n'en a été tirée.. Pour l'exécutif, ce serait même que les réformes entreprises ne sont pas allées assez vite, notamment celle de la réforme de l'État. Un comble... ce ne sont pas les décisions des gouvernements, ni les mensonges pour tenter de les cacher qui ont conduit au manque criant de matériel de protection avant tout pour les soignants en première ligne de ce combat contre le virus... non non ce sont les « lourdeurs » de l'État... sous entendu les « lourdeurs » de l'administration.

Le CTR s'est tenu hier et avec le retour du fameux CAP 2022, qui a permis de présenter le contrat d'objectifs et de moyens pour les 3 prochaines années signé en urgence le 16 mars, comme si on avait eu peur qu'il prenne trop de retard après la crise ou qu'il soit abandonné ... Comment ne pas considérer cela comme du mépris pour les agents quand on analyse son contenu ! En quelques mots : on accélère la destruction de la DGFIP et ce dès la rentrée de septembre.

Le jour d'après est là, il semble déjà loin le temps du début de la crise où l'administration confrontée à une situation inédite avait besoin d'entretenir le dialogue social pour faire fonctionner son réseau et trouver des solutions.

Avant même le CTR Monsieur Fournel annonçait la reprise totale des chantiers de transformation, dans les documents on comprend même que finalement les leçons qu'il tire de la crise seraient d'aller encore plus vite et plus loin dans ces chantiers.

La CGT Finances Publiques le ré affirme, il ne s'agit pas de postures, de dogmes pour nous, mais bien d'un désaccord profond sur les chantiers prônés.Finalement le jour d'après à la DGFIP c'est comme le jour d'avant mais en pire. Triste et Rapide retour à la réalité pour une administration redevenue régaliennne pendant 2 mois.

La CGT ne s'associera pas à la destruction du réseau de proximité de la DGFIP, de ses missions et à l'éloignement du service public de la population, jamais ! Elle ne s'associera pas à la destruction des droits et garanties des agents, ni à la mise en place de la rémunération au mérite !

Concernant le PCA et le PRA après des décennies de mépris de notre administration, durant cette crise il a à nouveau été question des missions essentielles de la DGFIP. Enfin le rôle incontournable de la DGFIP a été reconnu.

Comme toujours les agents des finances publiques ont été présents et ont assuré la continuité de l'État grâce à leur conscience professionnelle et à leur engagement. Cet engagement a même été intense car durant cette crise la masse de travail a pu augmenter, le travail confiné s'est exercé dans des conditions dégradées engendrant TMS et isolement, avec parfois du matériel personnel, parfois même alors que les agents étaient en ASA, voir en garde d'enfants et des collègues qui s'arrangeaient pour venir travailler à chaque fois que c'était possible parfois par demi journée avec quelle récompense ? Un mot de remerciement, un vol de congés une prime attribuée de manière arbitraire et la reprise de la destruction de notre administration... détruire une mission régaliennne un non-sens total

Mais les héros de la république peuvent très vite tomber dans l'oubli comme le témoigne le peu de cas qui est fait des personnels hospitaliers quelques jours après cette crise. Applaudi pendant 2 mois

pour finir dans la rue le mois suivant.

Concernant le bilan budgétaire que vous nous présentez le prévisionnel est sans appel une fois de plus : Toujours moins de moyens. Malgré cela il faudra continuer à travailler avec moins de moyens dans des conditions de plus en plus dégradées. C'est résumé en peu de choses de nombreuses lignes budgétaires mais c'est la réalité des services.

Concernant le rapport d'activité nous pouvons vous faire le notre monsieur le directeur.

Les agents du département étaient à 58 % en grève contre le projet de géographie revisitée en mars 2019, ils ont envahi le CHSCT en juin, ils se sont mobilisés contre les retraites à l'automne. Certains collègues ont fait plus d'une dizaine de journées de grève durant l'année pour exprimer leur opposition à ces réformes délétères et leur mal être au travail. Pour autant ce sont les mêmes agents que vous avez retrouvé pour votre PCA, parfois sur la base du volontariat parce qu'ils continuent de croire en l'importance du service public. Je ne suis pas sûr que cette croyance soit partagée par ceux qui nous dirigent.

Nous avons pu tester aussi les mutations nouvelles formules en 2019. Le bilan est sans appel ! Une catastrophe en matière de temps pour la gestion des dossiers tant pour l'administration que pour les représentants des personnels. Et aucune différence pour les agents si ce n'est qu'ils sont maintenant tributaires en plus de l'ancienneté des collègues sur leur demande de mutation du bon vouloir du directeur local.

Le temps accordé aux syndicats diminue monsieur le directeur mais notre activité ne cesse de proportionnellement au malaise de nos collègues face à la fatigue, au stress face au manque de moyen et aux perspectives ...

Pour la CGT, l'urgence est d'abandonner le NRP. Cette crise devrait démontrer que cette réforme est le contraire de ce qu'il faudrait envisager quand elle prévoit des pôles spécialisés où de nombreux agents seront massés, l'éloignement du travail des lieux de vie des agents, l'accentuation du travail à distance qui déconstruit les collectifs de travail et crée l'isolement, etc.

L'urgence est aussi de retirer la loi de transformation de la fonction publique. La CGT partage l'urgence de procéder à la reconnaissance de l'engagement des agents des finances publiques, mais de TOUS les agents et pour leur engagement QUOTIDIEN, pas uniquement durant cette crise ! Or cette loi a un effet inverse à la reconnaissance des agents et méprise leur engagement quotidien.

Sans vous relister tous les arguments qui justifient le retrait de cette loi, un seul exemple devrait vous convaincre: la suppression des CHS qui ont pourtant démontré, s'il le fallait, toute leur utilité durant cette crise.

POUR LA CGT Finances Publiques

Céline Pluquin

Frédéric Scalbert